

Chronique d'Évariste.

Le meilleur des mondes est en marche ! Que fait-on alors ?

Lundi 22 octobre 2012

Par [Évariste](#)

Pour réagir aux articles,

écrire à evariste@gaucherepublicaine.org

[Permalien vers cet article](#)

Quel merveilleux monde nous avons ! Plus de Sarkozy, rien que du Hollande ! La gauche au pouvoir avec tous les pouvoirs dans toutes les institutions. Avec un slogan qui ne peut que nous faire plaisir : « Le Changement, c'est maintenant ! ». Il paraît qu'il y a encore des aigris, des citoyens qui n'ont pas encore compris que nous sommes dans le Nirvana. Sanofi s'allie à Coca-Cola pour lancer des boissons « beauté » dans les pharmacies françaises, vous voyez bien que nous sommes dans la félicité ! Quand je pense que des personnes sarcastiques osent encore dire que « les promesses n'engagent que ceux qui y croient ». Ces « emmerdeurs » mériteraient un traitement de type Pussy Riots à la Poutine !

D'autant que nos François, Jean-Marc et autres Harlem, Marisol et Manuel font tout ce qu'ils peuvent pour contenter le MEDEF. Mais contenter le MEDEF pour nos socialistes, c'est lutter pour le changement. Reprendre la même position que le MEDEF sur le projet de la Métropole marseillaise, n'est-ce pas la meilleure façon d'effectuer le changement ? Reprendre l'analyse du MEDEF sur la nécessité de diminuer, voire de supprimer les cotisations sociales, n'est-ce pas le bonheur du changement ? Participer à l'agenda réactionnaire de l'église catholique avec le sémillant ministre des cultes, l'honorable Manuel, le 22 septembre dernier à Troyes pour fêter la béatification de Louis Brisson, opposant notoire à la loi de 1905 et dimanche prochain au Vatican pour assister à la canonisation du sieur Berthieu, missionnaire colonial dans les villages de Madagascar pour lutter contre le soulèvement anti-colonial du peuple, est-ce le changement espéré ?

En fait, ce gouvernement communique pour nous endormir ! Mais par-derrière, c'est la politique du sabre et du goupillon qui s'applique ! Même pas le respect des luttes de la gauche dans l'histoire ! Le gouvernement de « gôche » et l'ordolibéral qui dirige la Sécu veulent maintenir mais contenir les dépassements d'honoraires ! Merci pour le maintien de la privatisation de la santé !

Et la politique du logement, où la nouvelle niche fiscale, le « Dufлот », rapportera plus aux riches que le dernier avatar du « Scellier » ?

La cotisation sociale

Sur la revendication du MEDEF d'entrer dans un processus de suppression des cotisations sociales, doit-on rappeler que l'abaissement des cotisations sociales n'aura aucun effet sur la « compétitivité » des entreprises, car nos « concurrents » ne sont pas les pays les plus développés mais bien les pays émergents avec un rapport salarial de 1 à 10. Pourquoi ? Pour ce que qui reste de l'industrie française, elle relève de la gamme moyenne pratiquée par les pays émergents des BRICS (Chine, Inde, Brésil, Afrique du sud, Russie) et des pays sous influence de ces pays, et non du haut de gamme à forte valeur ajoutée des pays les plus développés !

Et qu'un abaissement des cotisations sociales est *ipso facto* un cadeau en termes de profit dans les entreprises. Et que cette augmentation du profit est utilisé dans la spéculation financière mondiale. Et ensuite parce que l'institution salariale de la Sécurité sociale basé sur la cotisation sociale est l'une des principales bases d'appui pour un modèle politique alternatif au modèle néolibéral en général et ordolibéral pour le cas de l'Europe. Toucher à la cotisation sociale comme l'avait souhaité Sarkozy avec la mission Yves Bur, c'est retarder la possibilité d'une transformation sociale et politique.

Les inégalités territoriales et sociales

Un livre vient de sortir, *La crise qui vient* (Seuil) de l'urbaniste Laurent Davezies. Cette étude sur les inégalités territoriales et sociales montantes au sein de notre beau pays reprend une idée du géographe Christophe Guilluy qui montrait le phénomène de « gentrification », à savoir le départ massif des couches populaires (53% de la population) en zones périurbaines et rurales en provenance des villes-centres et même des banlieues qui deviennent de plus en plus des zones de transit. Il montre que l'accroissement du chômage depuis 2007 touche

principalement les communes qui se trouvent au centre des zones périurbaines et rurales avec des niveaux de chômage de 10,5 à 15,4% soit une augmentation de 33,7% à plus de 50%.

Bien sûr, les « nouveaux chiens de garde » des médias n'habitent pas à Tergnier, Gien, Issoudun et autres lieux semblables. Ils n'habitent que les villes-centres et ne craignent donc que les banlieues, d'où l'obsession médiatique sur les banlieues avec un oubli total des endroits où se concentrent de plus en plus les couches populaires !

Le modèle allemand

Et on continue de nous empoisonner avec l'idée que l'Allemagne est un modèle. Bien sûr, c'est le pays le plus puissant aujourd'hui. Mais à quel prix sur le plan des inégalités sociales ? Pire qu'en France ! C'est cela que l'on veut ?

Selon les statistiques officielles, les 10 % des Allemands les plus riches qui possédaient 45 % de la richesse privée du pays en 1995 en possédaient 53 % en 2008, alors que les 50 % du bas de l'échelle se partagent 1 % (contre 4 % en 1995). Entre les deux, les Allemands qui se situent entre le 6e et le 9e décile détiennent 46 % de ce patrimoine, contre 51 % au milieu des années 1990.

Est-ce si reluisant ?

Et si on parlait de l'Union européenne ?

Les pays européens tombent en récession les uns après les autres ? Même l'Allemagne sera à terme touchée car son excédent commercial est en grande partie réalisé avec les pays européens qui entrent en récession.

Les plans d'austérité se développent partout : 100 milliards d'euros sur deux ans en Espagne (10% du PIB), 24 milliards en Grèce (12% du PIB), 50 milliards en Italie soit 3% du PIB et 30 milliards en France soit 1,5% du PIB. Ces plans contaminent toute l'Union européenne via le commerce intra-européen car toutes les économies sont aujourd'hui interdépendantes contrairement au dogme ordolibéral qui voudrait qu'une cure d'austérité dans un pays n'ait pas de conséquence ailleurs.

Les ventes de détail à l'intérieur des pays qui ont sauvé la France jusqu'à aujourd'hui, c'est comme Capri, c'est fini ! Nous allons donc suivre la Grèce (-35%), l'Espagne(-25%), le Portugal (-17%), l'Italie (-12%), l'Allemagne(0%).

La production industrielle est en baisse partout. Les commandes dans les entreprises baissent partout. La croissance de la zone euro en rythme annuel risque d'être d'environ -2%. Pour l'Italie, on en est à -3%, -1,6% en Espagne, -5,6% au Portugal, -7% en Grèce.

Le chômage croît partout à vitesse grand V ! On prévoit de 500.000 à 600.000 chômeurs en plus en France d'ici un an !

Le Mécanisme européen de stabilité et le Traité budgétaire qui ont été votés par l'UMP et le PS vont mener à une politique d'austérité sans fin car les chiffres ci-dessus entraîneront chez les ordolibéraux UMP et PS la volonté sans fin de l'austérité, seule capable de continuer à financer leur politique de mort !

Si on ajoute à cela que les 1000 milliards d'euros prêtés par la BCE aux banques privées à but lucratif pour les actionnaires au début de janvier et mars de cette année et qui n'ont pas servi principalement à l'activité économique mais à renforcer les fonds propres et les dépôts à la BCE des dites banques, on ne peut pas compter sur les bienfaits du développement privé !

Peut-être que l'honorable Manuel, ministre des cultes, a trouvé la solution ! En étant présent à la béatification et à la canonisation de deux « salopards » de l'église catholique, peut-être espère-t-il régler les problèmes économiques et sociaux de la France par la prière évangélique orchestrée partout par les amis de l'Opus dei, cette extrême droite catholique qui a pris le contrôle du Vatican !

Et ce ne sont pas les gesticulations de Montebourg qui n'ont aucun effet sur les plans sociaux qui changeront la donne !

Si on ne réussit pas à faire plier les Allemands, ce qui est probable dans les circonstances actuelles (voir les analyses de Michel Zerbato dans Repubblica) , il nous restera la possibilité de nous préparer politiquement à l'implosion du système ou de désobéir comme l'ont fait l'Argentine, l'Équateur et l'Islande avant nous. Mais pour cela, il faudra bien admettre que le changement, ce n'est pas que le PS fasse voter le traité budgétaire élaboré

par Sarkozy et Merkel, mais bien que la gauche fasse une autre politique que celle qu'à menée l'UMP hier et que mène le PS aujourd'hui.

PLFSS, PLF, réforme fiscale

Et si on parlait du Projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) en cours de discussion ? En dehors de quelques satisfactions comme la fin de la convergence privé-public dans les hôpitaux, c'est un PLFSS ordolibéral de plus qui perpétue la privatisation des profits et la socialisation des pertes en matière de santé et de protection sociale, qui ne répond pas aux besoins sociaux et sanitaires de la population et qui ne lutte pas contre la croissance des inégalités sociales de santé. D'ailleurs la CNAF et la CNAM ont émis un vote négatif sur le PLFSS.

Quant au Projet de loi de finances (PLF), disons que cela va dans le bon sens mais à dose tellement homéopathique que son insuffisance est hyper criante dès le départ. Et en tous cas c'est insuffisant pour mener la transition démocratique, laïque, sociale et écologique nécessaire.

L'alignement de la fiscalité du capital sur celle du travail marque un pas en avant mais pourquoi s'arrêter à une tranche à 45 % (41 % aujourd'hui), taux nettement inférieur à de nombreux pays étrangers ?

Pourquoi plafonner certaines niches fiscales au lieu de les supprimer ? Pourquoi s'arrêter à 2 000 euros pour le plafonnement du quotient familial ?

Pourquoi maintenir le gel du barème de l'IR qui va impacter des couches moyennes intermédiaires malgré l'aménagement de la décote ?

Pourquoi le retour de l'ISF est-il plus avantageux pour les plus riches que l'ISF qui prévalait avant la réforme de 2011 ? Pourquoi avoir maintenu les niches fiscales de l'ISF ?

Pourquoi ne pas avoir rétabli un impôt progressif plutôt que de faire une tranche à 75 % purement symbolique qui donnera à peine 200 millions d'euros soit beaucoup moins que les gains réalisés par les riches pour l'ISF (par rapport à leur situation avant la réforme de 2011) ?

Une seule réponse à cela : il ne faut pas trop mécontenter les marchés, les riches et les couches moyennes supérieures (15 % de la population) ?

Domage, une vraie réforme fiscale et sociale est pourtant nécessaire pour sortir de la crise. Mais peut-être que faire une politique pour les couches populaires (53 % de la population) et les couches moyennes intermédiaires (24 % de la population), c'est au-dessus des forces d'un président et d'un gouvernement dit socialiste où siège comme ministre des finances celui qui fut, il y a quelques mois vice-président du Cercle de l'Industrie, principal lobby des patrons du CAC 40 ?